

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1153 du 6 avril 2013 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1153

**EDITORIAL** : Tous pourris ! pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Le choix du chômage pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Grande manifestation le jour de la Fête des Mères ? p. 4 - Enfin des banques citoyennes ! p. 5 - Quel Président pour quel MEDEF ? p. 5

**DEMANDEZ LE PROGRAMME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Tous pourris !

La classe politique, les médias, les hauts fonctionnaires, les banquiers : tous pourris !

L'affaire Cahuzac va discréditer encore davantage – si possible – nos dirigeants, nos oligarques, nos partis. Le fossé se creuse entre ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique et ceux qui le subissent, voués au chômage, à la baisse du pouvoir d'achat, à la hausse des prélèvements.

Mais s'en tenir au « tous pourris » est la fausse réponse à un vrai fléau.

Le vrai fléau c'est celui de la corruption. Le Conseil de l'Europe la définit comme "l'utilisation et l'abus du pouvoir public à des fins privées". C'est un mal généra-

lisé, un mal bien analysé, un mal bien dangereux.

C'est un mal généralisé : la corruption sévit dans tous les pays, même les plus riches et les plus développés. Les statistiques publiées chaque année par Transparency International, une ONG spécialisée dans la mesure de la corruption, ne laissent aucun doute. Si quelques pays passent pour exemplaires, comme la Finlande ou le Danemark, d'autres sont gravement atteints, Etats Unis et France figurent autour de la vingtième place dans un classement de 180 pays. L'Italie et la Russie passent pour les plus corrompues en Europe.

C'est un mal bien analysé. La corruption est étroitement liée à l'importance de l'Etat et de sa bureaucratie. >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Tous pourris ! (suite)

Sans doute y a-t-il des formes subtiles de corruption à l'intérieur du secteur privé marchand : des caissiers indéliques, des cadres et dirigeants d'entreprises qui pratiquent des pots de vin dans des contrats privés, des financiers véreux ou des médecins qui dichotomisent. Mais, pour l'essentiel, le fléau de la corruption est lié à la présence et la puissance des administrations publiques. La corrélation statistique est évidente entre les pays où l'indice de liberté économique est le plus bas et l'indice de corruption le plus élevé.

L'explication en est bien simple : quand le pouvoir politique contrôle étroitement la vie économique, les particuliers et les entreprises ne peuvent vivre qu'en payant un lourd tribut aux dirigeants et aux bureaucrates.

Le blocage des prix ou les contingentements font naître le marché noir. Une réglementation pléthorique (400.000 textes en France) alourdit les procédures et freinent l'initiative ; on peut raccourcir les délais en frappant à la bonne porte, en ayant le bon geste. Pour obtenir un permis de construire, un logement social ou un marché public, les enveloppes sont d'une aide précieuse. Ainsi, la corruption est-elle incontestablement le fruit du pouvoir « Le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument », disait le célèbre philosophe et historien anglais lord Acton. La maxime exprime une réalité aussi vieille que le monde.

“ Le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument ”

Ce mal est dangereux, il menace la société. Du seul point de vue économique, il fausse les prix, détourne l'épargne et l'investissement : Transparency International estime le coût de la corruption dans les échanges internationaux à 3 % de la valeur de ces échanges. Encore ne tient-on pas compte des pénuries et des gaspillages engendrés par la mauvaise affectation des ressources : l'argent ne va pas là où il aurait dû aller suivant les critères d'un marché libre, d'un libre choix des consommateurs et des producteurs.

Mais, surtout, du point de vue social, il fait planer un doute généralisé sur l'origine de la richesse. Toute richesse devient suspecte, car on ne sait si elle est le fruit de l'entreprise, du travail, de l'épargne, du mérite, ou si elle n'est que le résultat de malversations, de malhonnêtetés, de privilèges, etc. Plus personne n'a confiance en plus personne, la jalousie et la délation s'installent. La société ne peut plus être une « société de confiance », apportant progrès personnel et harmonie sociale : elle est société de défiance, société de pouvoir.

Devant ces ravages, comment ne pas comprendre des « indignés », comment ne pas rejeter tout ce qui vient « d'en haut » ?

Le « tous pourris » engendre le populisme. Puisque c'est le pouvoir qui corrompt, et qui est corrompu, il faut l'abattre. Et le populisme appelle la révolution. Mais quel est le résultat ? C'est l'apparition d'un pouvoir qui, pour être révolutionnaire, républicain, ou démocratique, n'en est pas moins un pouvoir, qui se révélera bien vite aussi corruptible et corrompu que le précédent. Chassez la corruption, elle revient au galop, et on s'aperçoit cinq, ou dix, ou vingt ans plus

tard, que la révolution est à refaire. A toutes les époques il y a eu des Sieyès, des Fouché, des Talleyrand.

La solution n'est donc pas de renverser le pouvoir et de pratiquer une alternance, fût-elle démocratique. Elle est de limiter le pouvoir. La meilleure arme contre la corruption, c'est de sortir des mains de l'Etat une série de prérogatives qu'il s'est indûment appropriées, c'est de réduire le pouvoir politique à sa seule dimension, conformément au principe de subsidiarité : protéger la liberté et la sécurité des biens et des personnes. L'issue libérale est la seule possible.

“ Non au populisme,  
oui au libéralisme ”

Malheureusement, pour le moment, ce n'est pas encore de ce côté-là que regarde notre classe politique. Elle ne veut pas lâcher ses proies, et un Français sur deux est du côté des prédateurs. C'est plus que jamais le devoir des libéraux de persuader le peuple et ses représentants qu'il faut en finir avec le drame de la corruption, qui plonge le pays dans la division et le crime. Il est plus que jamais temps de restaurer la responsabilité, la moralité, vertus qui accompagnent nécessairement la liberté.

**Jacques Garelo**

## LE CHOIX DU CHOMAGE

La France a fait le choix du chômage, et cela depuis bien longtemps. Les derniers chiffres le confirment une nouvelle fois. Les politiques successives ont cherché à appliquer le « traitement social du chômage » et à préserver l'emploi tel qu'il est, même si l'évolution économique les condamne. Elles ne se sont pas intéressées à la création de nouveaux emplois, que tout vient décourager. Le refus des réformes est la véritable raison du chômage en France. Et le refus des réformes n'est rien d'autre que le refus du marché.

### Entre 3,2 et 5 millions de chômeurs

Les chiffres publiés fin mars ne font que confirmer l'inéluctable dégradation du marché de l'emploi. Le gouvernement annonce les jours précédents que les résultats seront très, très mauvais, afin de conclure que, finalement, ils sont seulement très mauvais. La dégradation se poursuit mois après mois. La discussion sur le nombre effectif de chômeurs est vaine, car tout dépend de la définition.

Le chiffre habituellement commenté (catégorie A) est le plus faible, mais il ne concerne que les demandeurs d'emplois n'ayant pas travaillé une heure au cours du mois. C'est ce chiffre qui a fait l'objet de toutes les analyses, avec 3 187 700 chômeurs. La hausse est de 10,8% en un an, après 22 mois de hausse consécutive. Mais les catégories B et C concernent bien elles aussi des chômeurs ; on les distingue de la précédente en raison du fait que les personnes concernées ont travaillé quelques heures (B) ou plus de la moitié du temps (C) dans le mois. Leur point commun est d'avoir fortement progressé, non seulement d'un mois sur l'autre, mais encore d'une année sur l'autre. Au total, le nombre de chômeurs se situe en gros entre 3,2 et 5 millions, surtout si on intègre les DOM/TOM.

### Comparaisons internationales

L'OCDE procède à des comparaisons internationales, en calculant le taux de chômage (rapport entre

le nombre de chômeurs et la population active). Les derniers chiffres connus portent sur la fin janvier (communiqué du 12 mars 2013). La France se situe à 10,6%. Certes, tous les pays de l'OCDE sont confrontés au chômage, mais la moyenne des pays membres est à 8,1%. La France est donc à 2,5 points au-dessus, c'est considérable. Les Etats-Unis sont à 7,4%, le Japon à 4,2% (que n'a-t-on pas dit sur l'économie japonaise en crise et en déflation ! Nous aimerions être aussi malades qu'eux), l'Allemagne à 5,3%, le Royaume-Uni à 7,7%. Nous pouvons certes nous consoler avec une Espagne à 26,2% et une Grèce à 27%, mais s'agit-il des modèles dont nous rêvons ? Il faut comparer les grands pays entre eux, et là, le chiffre du G7 est sans appel : 7,4% ; à comparer avec nos 10,6% (la moyenne des pays du G7 serait d'ailleurs plus basse sans nous !)

### Pour lutter contre le chômage, le gouvernement embauche... à Pôle Emploi !

Face à cette situation, le gouvernement mobilise les médias. Il va créer 2000 postes à Pôle Emploi ! Ce serait risible si ce n'était dramatique : on accepte la situation et on se contente d'embaucher quelques fonctionnaires pour gérer l'armée des chômeurs. Puis il y a les emplois aidés, comme les emplois d'avenir : 100 000 maximum cette année, financés largement sur fonds publics, ce qui, comme le rappelait Bastiat (« ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas ») se traduira par des destructions d'emplois ailleurs, en raison de

leur coût en prélèvements. Enfin, la fameuse négociation entre « partenaires sociaux », qui, centralisation oblige, doit être approuvée par le Parlement, ce qui est loin d'être acquis. Elle ne fait que prendre des mesures cosmétiques, le crédit d'impôt devrait baisser le coût salarial de 4% seulement. Quant à l'assouplissement des règles de licenciement, il est plus symbolique que réel et la flexibilité sera toujours aussi limitée.

Tout cela n'est pas sérieux, face aux vraies réformes du marché du travail, en Allemagne ou au Danemark, ou à la flexibilité dans les licenciements (Etats-Unis) ou dans le salaire (Japon). Même l'OCDE, organisme international qui passe difficilement pour ultralibéral, nous a rappelé à l'ordre à propos du coût du travail, préconisant, entre autres, un SMIC jeune et une baisse des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires, en nous incitant à supprimer d'emblée un échelon administratif (les départements) et en fusionnant la plupart des petites communes (1 800 habitants en moyenne contre 5 500 pour l'union européenne).

### Les gouvernements ont fait clairement le choix du chômage

Les gouvernements ont fait le choix du chômage en refusant de considérer le marché du travail comme un marché. Comment un marché peut-il s'équilibrer si le prix est fixé arbitrairement ? >>

## Le choix du chômage (suite)

Par exemple le SMIC n'est que ce que Jacques Rueff appelait un faux prix ; il condamne les moins productifs au chômage. Quant au poids des charges sociales (80% environ du salaire net), il accroît le déséquilibre en diminuant le salaire net et en augmentant le coût salarial, ce qui fait que le salarié n'est pas sensible au même prix que l'employeur (quand l'un touche 2000, l'autre paie 3600 !).

Les gouvernements ont fait le choix du chômage en rigidifiant le marché, rendant les licenciements complexes, ce qui empêche les entreprises d'envisager des embauches : qui va embaucher, face à un avenir incertain, s'il ne peut pas licencier si nécessaire ? On croit protéger le salarié (c'est un choix), donc on pénalise le chômeur qui reste ainsi sans emplois (c'est la conséquence de ce choix). Le code du travail en France est le plus épais du monde, et empêche les entreprises de s'adapter : le droit social devient anti-social et se retourne contre les salariés.

## Qui crée les emplois ?

Les gouvernements ont fait le choix du chômage, en imaginant que c'est l'Etat qui créait des emplois. Ce sont les entreprises qui créent les emplois et elles le font quand on les laisse libres de le faire et quand elles y ont intérêt. Le poids des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires n'incite aucun entrepreneur individuel à entreprendre et à créer des emplois. La France, comme vient encore de le souligner l'OCDE, est vice-championne des dépenses publiques (56,3% du PIB) et des prélèvements obligatoires. Nous avons 15 points de PIB de dépenses publiques en plus que la moyenne de l'OCDE et 10 points de plus que l'Allemagne. Qui croira sérieusement le modèle social allemand moins bon que le nôtre ? Il coûte pourtant beaucoup moins cher.

Le gouvernement a fait le choix du chômage, quand il incite les plus productifs, les plus entreprenants, ceux qui créent des emplois, à

partir en annonçant des prélèvements confiscatoires, retoqués certes en partie par le Conseil constitutionnel puis le Conseil d'Etat, mais qui resteront de toutes façons à des taux marginaux supérieurs à 50%. Tant que les gouvernements considéreront ceux qui créent des richesses comme des exploités ou des vaches à lait, ceux-ci créeront de moins en moins de richesses et d'emplois.

En refusant les réformes, les gouvernements français ont fait un choix : celui du chômage. Au nom de l'idéologie anti-entreprise, ils ont choisi sa hausse inéluctable. Pour créer des emplois, il faut changer de cap, faire confiance aux entrepreneurs et les libérer de leurs chaînes réglementaires, sociales et fiscales.

Jean Yves NAUDET

## Grande manifestation le jour de la Fête des Mères ?

*Après le succès du 24 Mars, la « Manif pour tous » pourrait se répéter le 26 mai*

La trêve pascale de la Nouvelle Lettre nous a empêchés de saluer comme il convenait le succès de la manifestation du dimanche des Rameaux, 24 mars dernier. Il semblerait que le nombre des manifestants, comme nous l'avions prévu, ait dépassé celui du 13 janvier : 1.400.000 Français venus en famille et le plus souvent de province se sont retrouvés à Paris. Il n'y a pourtant eu aucun écho dans les médias ni pour annoncer le rassemblement, ni parfois pour en donner un compte rendu fidèle. Bien entendu, le pouvoir

n'a rien vu, rien entendu, si ce n'est les « provocations » de manifestants « incontrôlés », contre lesquels les forces de l'ordre auraient été obligées de faire usage de gaz « inoffensifs ». Un tour de Valls.

Les mêmes raisons d'une mobilisation croissante des manifestants entre les deux premières éditions sont toujours valables : rejet d'un texte de loi brisant la famille et menaçant des enfants, mépris des gouvernants qui n'ont cure de la voix populaire et refusent une procédure référen-

taire, matraquage médiatique tendant à culpabiliser les adversaires de la loi Taubira.

Les organisateurs de la Manif pour tous pourront de plus compter sur un soutien plus visible de la hiérarchie catholique (sous l'impulsion du Pape François) et d'une indignation croissante devant ce régime qui atteint les sommets de l'impuissance et de la corruption. La Fête des Mères est un jour symbolique : la femme est au cœur de la famille. •

# Enfin des banques citoyennes !

*Les banques publiques, Caisse des Dépôts en tête, démontrent leur nocivité*

**D**ans sa boîte à outils qui permettra d'inverser la courbe du chômage, François Hollande dispose déjà d'une pince universelle : les banques publiques. On peut même dire des « banques citoyennes », qualificatif que revendique La Poste dans son actuelle campagne de publicité. Cette appellation signifie qu'un certain nombre d'institutions financières, qui ont en commun de dépendre de l'Etat, sont assurées du soutien inconditionnel des pouvoirs publics (et ne peuvent donc connaître la faillite) parce qu'elles assurent une mission d'intérêt général : prêter à des insolubles, et à des conditions inégalables pour des banques ordinaires, prisonnières de cette stupide logique du profit.

**L**a plus extraordinaire aventure est celle de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette noble insti-

tution, créée par Louis XVIII pour mettre à l'abri de la finance classique des sommes « consignées » à l'occasion d'héritages, de procès ou de dettes publiques (déjà !), n'abrite plus rien du tout, puisqu'elle vient, pour la deuxième fois de son histoire, d'annoncer une perte de 458 millions d'euros pour l'année 2012. Il faut dire que sa mission originelle a totalement disparu et que la Caisse est devenue le « bras financier » de l'Etat. Elle brasse une masse de capitaux sans équivalent en France : environ 300 milliards d'euros. Une grande partie de ses fonds viennent des livrets A : les Caisses d'Epargne ont obligation de reverser les dépôts à la CDC, et les banques doivent aussi en reverser une partie. L'emploi de ces fonds est tout à fait arbitraire. Après avoir épongé la faillite du Crédit Foncier de France, la CDC a dû voler au secours de France Télécom (perte d'un milliard l'an dernier), de la

banque Dexia, de Veolia, et d'un grand nombre d'emprunteurs la plupart du temps publics, y compris des collectivités locales. C'est dire que l'argent des épargnants français est bien gaspillé.

**M**ais la grande innovation (lancée par Nicolas Sarkozy) aura été d'articuler la CDC avec le Fonds Stratégique d'Investissement au cœur de la Banque Publique d'Investissement, destinée à financer les PME. Nous y voici : des milliers d'emplois en perspective ! En réalité l'épargne ainsi confisquée et « dirigée » par l'Etat (ce qui se voit) manquera pour financer des entrepreneurs assumant les risques de leurs propres projets (ce qui ne se voit pas). Pour faire bonne mesure, l'Etat décide maintenant d'obliger les compagnies d'assurance à affecter une partie des contrats d'assurance-vie à des prêts aux PME. •

## Quel Président pour quel Medef ?

*Simple partenaire social de syndicats asociaux ou héraut de la libre entreprise ?*

**L'**échec de Laurence Parisot à la recherche d'un troisième mandat ouvre la porte non seulement à de nombreuses candidatures, dont la dernière en date est celle de son ex-complice Patrick Bernasconi, mais aussi à un choix stratégique sur la mission du Medef. Partie au son du canon, avec son « besoin d'air », décidée à se battre pour assurer la liberté d'entreprendre, Laurence Parisot est arrivée au son du clairon, pour clamer sa satisfaction d'avoir conclu un accord « historique » avec les syndicats, avec lesquels elle n'aura cessé de pactiser. Elle a

finalement déclaré (25 mars) : « Je dénonce ceux qui veulent faire du patronat un outil de combat ».

**L**e Medef qu'elle a dirigé est donc resté dans la grande tradition française : un « partenaire social » dont les permanents assurent le dialogue avec des syndicats fermés à toute réforme dans le cadre de « négociations collectives » arbitraires et ruineuses. Elle a voulu adopter la politique des « petits pas », le plus sûr moyen de ne jamais avancer.

**A**vouloir ne pas s'immiscer dans le débat public, le Medef a laissé le champ

libre à la classe politique et aux leaders syndicaux. Le patronat joue un rôle très actif dans la plupart des pays, notamment en Allemagne et en Angleterre, n'hésitant pas à informer largement le public par de grandes campagnes de presse dont il se donne les moyens, et à faire pression sur les gouvernements et les parlementaires. Sans nul doute, les nouveaux candidats vont-ils se situer par rapport à cette ligne de partage ; leur choix ne concerne pas que les entrepreneurs, mais aussi tous ceux qui voudraient une rupture avec le « modèle social français ». •

**J**e vous propose pour les mois à venir une nouvelle série d'articles.

J'espère que vous aurez apprécié les précédentes, aujourd'hui rassemblées et présentées sous forme de livrets, la page ci-contre vous en rappelle le contenu et sollicite votre commande.

Depuis des années, et particulièrement depuis la victoire de la gauche en 2012, je n'ai cessé de distinguer avec soin alternance et rupture.

*Alternance*, c'est la droite qui remplace la gauche, sans jamais oser rompre avec l'étatisme.

*Rupture*, c'est la libération des Français harassés depuis des décennies par les impôts, les prélèvements sociaux, la réglementation, le poids des administrations et du secteur public, les atteintes à la propriété.

Jusqu'à ces derniers jours, je n'ai pas vu de volonté de rupture dans les discours (nombreux) et les propositions (rares) de l'opposition parlementaire. J'ai vu le combat des chefs, les batailles pour les investitures. J'ai entendu les critiques faciles à l'encontre d'un régime socialiste plus lamentable et plus dangereux que jamais. Les anti-socialistes vont-ils enfin se mettre au travail ? Si c'est le cas, nous devons les aider dans cette tâche et les écarter d'un électoralisme qui pousse à séduire tout le monde en constituant des programmes patchworks.

Un programme ne peut aujourd'hui se concevoir comme une juxtaposition de mesures, ni comme un exercice chiffré (combien ça coûtera, combien on économisera ?).

Un programme doit être englobant, total (comprehensive, disent les anglo-saxons). Il doit s'attacher aux racines mêmes du socialisme et se situer par priorité au niveau des principes, les applications s'en déduisant logiquement.

Cet exercice, difficile car inédit pour les hommes politiques de 2013, est au contraire un jeu auquel les libéraux français sont malheureusement rompus, condamnés à prêcher dans le désert et à répéter sans cesse que la rupture est possible et payante, comme en attestent les expériences vécues à l'étranger, dans ces pays qui ont évité la crise, ou en sont sortis.

Si vous êtes convaincus de la vanité de l'alternance et de la nécessité de la rupture, c'est

vous, amis lecteurs, qui allez le diffuser, le porter à votre entourage, le discuter dans vos forums, le mettre sous les yeux de vos élus et candidats, le relayer sur internet.

**J**'envisage, pour m'en tenir dans un premier temps à l'essentiel, de reprendre les points suivants du programme libéral, tel qu'il a été développé sur le site [www.lecandidatlibre.fr](http://www.lecandidatlibre.fr)



**L'éducation** : sauver une jeunesse sacrifiée par le système actuel et lui offrir les chances d'un épanouissement personnel et d'une véritable intégration sociale

**La fiscalité** : réduire et stabiliser les taux d'imposition, respecter l'épargne et le patrimoine, en finir avec la fiscalité redistributive.

**La protection sociale** : prévenir l'explosion de l'assurance maladie et des régimes de retraites, rendre aux familles la liberté de leur couverture sociale (et aux salariés leur salaire complet).

**Le logement** : libérer la propriété immobilière et la construction, cesser de miser sur le mythique logement « social ».

**La réglementation** : rendre au Parlement son rôle législatif, diminuer le nombre de textes existants, supprimer les privilèges de l'administration, réduire le domaine du droit européen.

**Le referendum d'initiative populaire** : redonner aux citoyens l'initiative des lois, notamment dans le domaine fiscal, mettre le pouvoir sous contrôle du peuple.



### Libre échange et Progrès Social

En faisant de la crise une conséquence du libre échange, on justifie le protectionnisme : voici le « patriotisme économique » d'Estrosi ou le « made in France » de Montebourg. Cette 32ème Université d'Été de la Nouvelle Économie, tenue à Aix du 26 au 29 Août 2012, a dénoncé les périls mortels du protectionnisme. Dans ce DVD se trouve l'enregistrement des quatorze conférences plénières prononcées lors de ces trois journées.

5 €



### Le candidat Libre

En 2012 l'ALEPS lance « clandestinement » une série de vidéos et d'articles sur le site d'un mystérieux « le candidat libre ». Le candidat propose une solution libérale et argumentée sur sept sujets : le salaire complet, les retraites, les impôts, le logement, l'école, la réglementation, le referendum d'initiative populaire. Le site est aujourd'hui clos, mais son contenu a été conservé sous DVD.

5 €



### Connaissance du libéralisme

Si le libéralisme n'est pas assez attractif dans notre pays, c'est qu'il n'est pas connu. Pas enseigné, pas pratiqué, le libéralisme est caricaturé.

Ce livret rétablit la vérité : non le libéralisme n'est pas la loi du plus fort, non la propriété n'est pas le vol, non l'intérêt personnel n'est pas l'égoïsme, non l'inégalité n'est pas l'injustice, etc. Au contraire, le libéralisme a une dimension éthique : c'est une doctrine de la dignité de la personne humaine et de l'harmonie sociale.

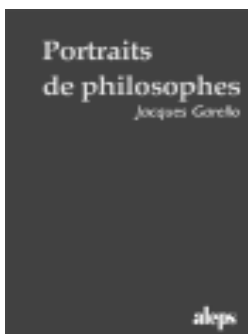
36 pages, 5 €



### Se passer de l'Etat

Pas de sérieuse diminution des dépenses publiques sans réduction du périmètre de l'Etat. Des privatisations généralisées ne nuisent pas à la santé, ni à l'éducation, ni aux communications, ni aux retraites de la population : c'est tout le contraire, comme le prouvent les réformes pratiquées en Allemagne, en Grande Bretagne, en Scandinavie, en Europe Centrale ou au Canada, il est facile, confortable et économique de se passer de l'Etat dans beaucoup de domaines.

36 pages, 5 €



### Portraits de philosophes

D'Aristote à René Girard, ils ont abordé les thèmes de l'éternel humain : la nature de l'homme, son destin, sa conscience, la liberté, le pouvoir, la religion, la vie, la vérité, etc. Dans une société où le paraître l'emporte largement sur l'être, se rapprocher des philosophes nous aide à retrouver ce qui importe à long terme, ce qui est le fond de notre humanité et ce qui donne valeur à notre liberté.

64 pages, 30 portraits, 5 €



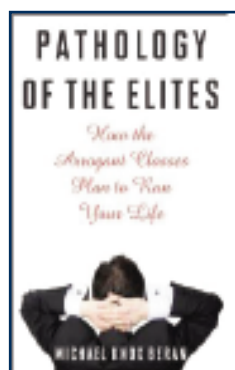
### Portraits d'économistes

Etes-vous adeptes et satisfaits de la pensée unique ? Ces portraits montrent l'extrême richesse de l'histoire de la pensée économique, d'Adam Smith à nos jours. Ils vous font découvrir les permanences (les problèmes économiques) et les oppositions (les doctrines économiques).

Dépenses publiques et impôts d'un côté, ou libre échange et libre entreprise de l'autre : ce débat actuel s'est noué avec Say et Malthus, se poursuivant entre Bastiat et Marx, puis au 20ème siècle par Keynes et Hayek – par exemple.

48 pages, 22 portraits, 5 €

*Retrouvez le bulletin de commande au dos du bordereau d'envoi*



## Pathology of the Elites

Michael Knox Beran

L'auteur est un essayiste renommé qui écrit régulièrement dans le City Journal, le magazine édité par le Manhattan Institute et aussi dans le Wall Street Journal ou la National Review. C'est un conservateur cultivé qui réfute toute forme d'idéologie. Il considère que ceux qui nous dirigent sont tout simplement des élites avides de pouvoir pour lesquelles nous ne sommes qu'un groupe social à satisfaire. Ces élites ne nous voient pas comme des individus (elles n'y prêtent aucune attention). Nous sommes un groupe, une masse qu'il faut conduire et satisfaire. Ceux qui exercent le pouvoir ne voient que leur propre intérêt : profiter et se faire réélire. Pour cela, ils doivent nous satisfaire. Peu importe si c'est bien ou non. Ils font preuve de compassion à notre égard et dénoncent des boucs-émissaires imaginaires (les riches, le libéralisme, la mondialisation, les Chinois, les marchés financiers, les banquiers, etc.) d'être à l'origine de nos difficultés. Ils n'ont aucun mal à le faire car ils arrivent à manipuler une grande partie des médias. Ils sont présents à satiété sur les plateaux de télévision et ressassent le même discours. Ces élites ont remplacé nos parents et nos grands-parents. De toutes façons, ils nous prennent en charge mieux que ne l'ont fait nos familles. Et ils nous font comprendre clairement qu'ils sont notre vraie famille.

Ils ne se rendent pas seulement maîtres de l'économie. La culture et l'éducation sont les autres secteurs qu'ils veulent maîtriser. Ils défendent les écoles publiques mais mettent leurs enfants dans les écoles privées. Ils se prononcent pour la culture pour tous subventionnée, mais le font pour faire profiter leurs copains. Ils créent un Etat au sein de l'Etat providence. Leur Etat qui s'appuie sur la bureaucratie et profite des richesses créées par le pays. Ces élites ne peuvent pas se passer de l'interventionnisme. C'est leur raison d'exister.

En s'appuyant sur les écrits de Hannah Arendt, d'Emerson, d'Isaiah Berlin, de Jefferson ou de Lincoln, l'auteur dénonce ce qu'il appelle la « tyrannie de l'imagination sociale ». Les classes dirigeantes sont persuadées d'avoir une mission historique à accomplir, celle d'assurer la « justice sociale ». En France, on la confond avec le modèle social français. Peu importe le niveau du chômage ou les vrais chiffres de la pauvreté malgré d'énormes dépenses publiques. Au nom de la « justice sociale » on entretient une armée de fonctionnaires – devenue une clientèle électorale – et un Etat obèse.

**Bogdan Calinescu**

Michael Knox Beran, *Pathology of the Elites*, Ivan R. Dee, ed. 2010

Sous l'égide de la Fondation François Sommer pour la Chasse et la Nature et en partenariat avec d'autres instituts, dont l'Institute for Economic Studies (IES Europe),



l'ICREI organise un colloque sur le thème

**« Marché et droits de propriété : comment concilier gestion environnementale, croissance économique et nouvelle gouvernance ? »**

**le mercredi 17 avril 2013 de 9h00 à 18h00**

Auditorium du musée de la Chasse et de la Nature  
62, rue des Archives 75003 PARIS  
(Métro « Hôtel de Ville »  
ou « Rambuteau »)

Les Verts prônent l'écologie politique : pour eux la protection de l'environnement passe par l'Etat, la réglementation et la limitation de la croissance économique. Fort heureusement, des défenseurs de la nature plus sérieux misent sur les droits de propriété et le marché. Leurs thèses, courantes dans le monde entier, ont été diffusées en France par l'ICREI, créé dans le cadre de l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie en 1993.

Plusieurs libéraux français membres ou amis de l'ALEPS participeront à ce colloque :

Alain Madelin (9 :45) président de l'ICREI, Max Falque, délégué général, Emmanuel Martin, directeur de IES Europe (14 :50), le professeur Jean Philippe Feldman (administrateur de l'ALEPS) (16 :20).

**Informations et inscriptions**  
[www.icrei.org](http://www.icrei.org)